

Non pas 50 000 ou 150 000 (?) mais un maigre 5 000 Pourquoi l'échec de la manifestation du Jour de la terre ?

La grande manifestation du Jour de la terre du 27 avril à Montréal (album de photos [ici](#)) s'est avérée un flop monumental avec 5 000 personnes et non 50 000 ou peut-être 150 000 comme celles citoyennes de novembre 2018 et mars 2019. Cette différence béante ne peut s'expliquer par la seule météo. Pourtant l'ensemble du mouvement syndical tout comme les 450 groupes communautaires organisés en front commun étaient sensés y avoir convié leurs membres. L'effet du coup d'envoi émotif de novembre suite à l'été caniculaire et le caractère international de celle de mars n'y étaient certes pas mais l'actualité braquée sur les inondations aurait dû compenser. La volonté de mobilisation des organisations sociales n'y était pas.

Créer des attentes à combler par la CAQ se révèle un piège lui permettant de manœuvrer

Pourquoi ? Serait-ce que leurs directions, et une bonne partie des membres, bien que concernés par la question climatique, sont en attente du plan gouvernemental « *détaillé* » que la CAQ a « *promis dans les prochains mois* » et ont constaté avec satisfaction que le Premier ministre « *a envoyé un signal "positif" en maintenant le marché du carbone, alors que cinq provinces contestent ouvertement la tarification du carbone imposée par les libéraux fédéraux.* »¹ Ajoutons-y des annonces de financement de plans préparatoires pour la ligne jaune à Longueuil et le tramway sur le boulevard Taschereau lesquels masquent son parti-pris autoroutier. Sans compter que le Premier ministre vient de répondre « *oui au gaz, non au pétrole* »² à la menace, servie en français par le nouveau Premier ministre albertain de la droite dure, de contester la péréquation fédérale dont le Québec est de loin le principal bénéficiaire. Cette habile réponse politicienne a de quoi rassurer les tenants tant de l'équilibre budgétaire que de la pérennité des programmes sociaux tout en ralliant les partisans du développement économique mais aussi ceux de l'environnement qui sont d'avis que le gaz naturel est un combustible de transition.

Les directions syndicales et celle du mouvement citoyen La planète s'invite... ont en effet tombé dans le piège de se satisfaire de mettre en demeure la CAQ de soumettre un plan réduisant de 50% les GES d'ici 2030 par rapport à 2010 alors qu'elles savent fort bien que ce parti ultra-libéral et raciste n'en fera rien. Mais cette demande absurde permet à la CAQ de manœuvrer afin d'ainsi créer des illusions démobilisatrices. Québec solidaire au lieu d'aller à contre-courant en mettant de l'avant des revendications concrètes fortes comme alternative (ex. interdiction de la possession de véhicules dans les zones urbaines et transport en commun gratuit partout en voies réservées d'ici 2030) va dans le même sens avec son ultimatum 2020. Québec solidaire doit certes alimenter de son ruisseau le fleuve des grandes manifestations tout comme les rivières de la mobilisation sociale. Cet apport est le bienvenu, s'il ne vise pas à se substituer au mouvement social, mais ce n'est pas là la raison d'être cruciale de notre parti. C'est de proposer à ce naissant mouvement climatique des jeunes d'âge et de cœur un plan alternatif répondant aux attentes du cri d'alarme du GIEC. On dira que c'est fait avec notre Plan de transition. Mais ce Plan, venu d'un think-tank lié au PQ et jamais discuté ni voté, propose plutôt de peindre en vert le capitalisme.

Un Plan promouvant l'auto solo...

Il propose de subventionner l'auto solo électrique au lieu d'en finir avec elle, qu'elle soit à essence ou électrique, et de son étalement/congestion. La revendication du Plan de transition au sujet des autos électriques s'intitule : « *Bonus et malus à l'achat pour favoriser l'achat de véhicules électriques* ». En plus de subventionner les autos électriques, la méthode bonus-malus est problématique car c'est financer la « vertu », qui dans ce cas-ci ne l'est pas, par le « vice ». Il faut alors punir modérément le vice pour être en mesure de financer la vertu. Trop le punir, on tue la vache à lait. La promotion de l'auto électrique est aussi faite par son corollaire, la filière du lithium particulièrement mise en évidence dans le Plan de transition (tout comme l'extractivisme énergétique de la transformation des résidus agricoles et forestiers). Il en résulte que le parti ne s'oppose pas aux subventions gouvernementales réellement existantes même si devant la critique de plus en plus forte de l'auto électrique, il est obligé d'émettre un discours ambiguë critiquant étalement et congestion. En un mot, le parti en est réduit à parler des deux côtés de la bouche en même temps comme tout parti traditionnel.

¹ Alexandre Shields, [La CAQ à la recherche du virage vert](#), Le Devoir, 20/04/19

² Charles Lecavalier, [François Legault répond à Jason Kenney: oui au gaz, non au pétrole](#), Journal de Québec, 17/04/19

... et financé par le marché carbone équivalent à une régressive taxe carbone

Ce Plan est financé essentiellement par le marché du carbone qui est l'équivalent d'une taxe régressive du genre de celle qui a déclenché en France le mouvement des gilets jaunes. La taxe carbone, comme le marché du carbone, cherche à modifier les rapports de prix dictés par le marché sous contrôle d'une poignée de transnationales en faveur des produits et services dé-carbonisés. Il suppose un « choix du consommateur » inexistant sauf pour la production luxueuse des riches dont la richesse leur permet de choisir le produit luxueux et polluant tout en payant la taxe. Exemple : le ménage moyen ayant « choisi » d'habiter la lointaine banlieue parce que se loger à Montréal est trop cher doit « choisir » son auto pour venir à Montréal car le transport collectif est trop déficient. Par contre, le riche a un choix réel entre VUS à essence et une auto hybride ou une maison surdimensionnée et un logement dans un condo tout en ayant les moyens de payer la taxe.

Une taxe carbone peut être non redistributive et servir de moyen à l'apparence progressiste, en réalité régressif comme l'est n'importe quelle taxe indirecte, à un gouvernement néolibéral pour baisser l'impôt sur le revenu et les profits (Colombie britannique, Suède) et/ou financer des programmes et équipements anti-GES (Suède). Alors, il faut distinguer l'effet de la taxe de l'effet de ces investissements qui pourraient être financés par l'impôt progressif sur les revenus et profits. C'est cette distinction que ne fait pas le texte sur les « Dix mythes sur la tarification du carbone au Canada ». Cette taxe peut aussi être redistributive plus ou moins progressivement, comme l'est la taxe Trudeau. Elle ne donne alors pas les moyens à l'État de faire les investissements nécessaires anti-GES. C'est là s'en remettre totalement au marché pour le plus grand plaisir des néolibéraux écologistes. Finalement, en pratique ces taxes (ou marchés) carbone distinguent entre consommateurs et entreprises. Ces dernières en sont partiellement ou totalement exemptées au prorata de leur exposition à la compétitivité du marché mondial³.

Le Plan de transition est la politique de mobilité durable (PMD) des Libéraux aux stéroïdes...

L'orientation générale de notre Plan de transition est celle du Plan de mobilité durable (PMD) que les Libéraux ont rendu public au printemps 2018 et que notre parti n'a jamais critiqué ni commenté. La partie essentielle transport de notre Plan de transition est une PMD aux stéroïdes. Par défaut, ce plan gouvernemental devient celui de la CAQ⁴. Ce Plan oublie d'expliquer que les services publics austérisés sont très peu énergivores et anti-consuméristes, que la croissance des services publics de santé, d'éducation, des services sociaux et aussi de celui du transport collectif partout est au cœur du développement humaniste et écologique. Le Plan de transition concernant le transport collectif pour le grand Montréal laisse tomber les banlieues, ce que ne faisait pas celui du PQ basé sur la proposition « le Grand virage » de la Coalition climat Montréal. Il maintient un dispendieux système tronqué dans les airs (REM⁵) et sous terre au bénéfice des centres-villes et laissant la domination de la trame urbaine aux autos solos. C'est par la croissance massive des services publics et la décroissance drastique de la consommation de masse, qu'on construira une société éco-féministe du prendre soin des gens et de la terre-mère. Mais notre Plan de transition à la remorque de la PMD gouvernementale réjouira les monopoles de l'auto, les GAFAs, les SNC-Lavallin et les Tony Accurso de ce monde. Vivement l'option B du prendre soin et le rejet de l'option A du capitalisme vert⁶.

... et n'a que faire de la lutte pour l'indépendance anticapitaliste et internationaliste

Last but not least, le Plan de transition n'a pas besoin de s'articuler à l'indépendance pour se déployer et aboutir. La lutte pour l'indépendance pour devenir un pays avant-garde de la lutte climatique permet d'abord de briser le réactionnaire Canada pétrolier de l'axe Toronto-Calgary et ce faisant de construire un Québec exemplaire du

3 Voir sur mon site web, [Taxe carbone: le cas dit exemplaire de la Suède](#), 22/10/15

4 Voir sur mon site web, [Une politique de mobilité durable étouffée par le «marché»](#), 28/05/18

5 D'aucuns prétendent que le REM est un mal nécessaire parce sa construction est en cours. La dernière fois que le parti a critiqué le REM, sans réclamer son annulation, était au début 2017. Puis ce fut le silence y compris durant la campagne électorale alors que les travaux du REM venaient à peine de débiter, ce qui était de la part de la Caisse une vulgaire tactique du fait accompli qu'il fallait dénoncer tout en réclamant la fin immédiate des travaux et bien sûr ne pas inclure le REM dans le Plan de transition.

6 Contrairement au groupe *Solidaires pour un Québec inclusif* qui a animé le courant qui a réussi à renverser le compromis Bouchard-Taylor sur le port des signes religieux au dernier Conseil national, la militance organisée dans le Réseau écologiste et dans le Comité thématique sur l'environnement, tout comme les trois collectifs trotskystes, se refusent à organiser le grand débat sur le Plan de transition lequel débat n'a jamais eu lieu dans le parti. Tous préfèrent la fuite en avant dans l'activisme fébrile auquel les invite la direction du parti au lieu de mener une difficile et controversée lutte idéologique.

prendre soin axé sur un développement important des services publics intrinsèquement écologiques comme on l'a vu. S'ajouteraient à la santé, à l'éducation et aux services sociaux bonifiés, les services publics de la finance pour contrôler l'épargne nationale, l'énergie pour passer à sa conservation et aux renouvelables, les transports des personnes et des marchandises, par un service national de rail et de cabotage, pour éliminer l'auto solo à essence et électrique et le camion lourd, le réaménagement du territoire pour optimiser les circuits courts et le transport actif, l'agro-biologie sans herbicides ni pesticides maximisant la souveraineté alimentaire et minimisant la production et consommation de viande. On ne fera pas l'économie d'une indépendance anticapitaliste permettant une économie démocratiquement planifiée pour éliminer à temps les émanations de GES car le capitalisme ne peut survivre sans sa logique d'accumulation exponentielle exigée par la loi de la concurrence.

Cette indépendance n'a rien à voir avec un repli nationaliste. Au contraire. Selon un rapport de l'OCDE, le Canada est « *en proportion de son économie, le pays le plus énergivore de toutes les économies développées après l'Islande, le deuxième consommateur de ressources naturelles (après le Chili) et le deuxième émetteur de GES (après l'Estonie).* » pendant qu'un rapport de l'ONU « *confirmait qu'au lieu de diminuer, ces émissions ont augmenté entre 2016 et 2017, éloignant le pays de ses cibles (modestes) de réduction de GES...* »⁷. Comme internationalistes citoyennes de ce pays, nous sommes concernées. Notre indépendance n'est pas « séparatiste » car le Québec restera solidaire du Canada (et des ÉU et du monde) géographiquement, économiquement et politiquement vaille que vaille. Toutefois, étant donné le niveau élevé du *Quebec bashing* et le refus de la reconnaissance du Québec comme nation, notre solidarité avec le peuple canadien passe par la lutte pour construire un Québec phare du prendre soin menant au plein emploi écologique.

Se positionner pour le grand affrontement du Front commun... d'abord pour qu'il ait lieu

La première étape de cette indépendance internationaliste passe par l'unité combative et anti-raciste du peuple québécois de moins en moins de souche et de plus en plus racisé comme presque partout ailleurs dans le monde. L'absence de Québec solidaire lors des trois manifestations montréalaises organisées par les communautés racisées contre la loi caquiste islamophobe sur les signes religieux interdits aux enseignantes et au personnel d'autorité n'a rien de rassurant pour la suite des choses⁸. Pourtant, le Conseil national du parti avait voté à une forte majorité, à l'encontre de sa majorité parlementaire, contre toute restriction au port des signes religieux chez le personnel étatique. Heureusement, le parti convie ses membres à participer à la mobilisation de la Coalition Inclusion Québec qui organise une chaîne humaine le 5 mai 2019 dans différentes villes à travers le Québec.

D'autant plus que le manque de solidarité envers les chauffeurs de taxi, majoritairement racisés et abandonnés au « marché libre » dominé par Uber, conforte la stratégie de la CAQ d'isoler le prolétariat racisé de celui « de souche ». Ce succès réactionnaire, s'il se confirme, sera crucial lors de la grande négociation en 2020 avec tout le secteur public, près de 20% du prolétariat total, sachant qu'une bonne partie de celui-ci, surtout dans la santé, est racisée. Le grand rendez-vous du Front commun sera-t-il le pétard mouillé de la division syndicale et de la division raciale qui ouvrira les vannes de nouvelles coupures et de la privatisation à la mode de l'Ontario ? Ou sera-t-il le paroxysme de la convergence de la lutte climatique comprise comme prendre soin des gens, de la lutte féministe comprise comme égalité salariale et comme socialisation de l'esclavage domestique, de la lutte anti-raciste comprise comme unité prolétarienne et populaire dans la lutte commune, le tout fusionnant dans la nouvelle lutte de classe du XXI^e siècle ? À cet égard, la Grève de la Terre (« Earthstrike ») du 27 septembre, déjà votée par quelques syndicats de professeures de cégeps, pourrait être un relais vers un Front commun à la mode de 1972.

Marc Bonhomme, 29 avril 2019,

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

⁷ Éric Desrosiers, [Le Canada, un cancer environnemental](#), Le Devoir, 15/04/19

⁸ On trouvera l'album de photos [ici](#) de la troisième manifestation d'environ 5 000 personnes majoritairement racisées organisée surtout par les organisations de la communauté musulmane et leurs alliés et appuis dont le Parti libéral et la Ville de Montréal qui dénonce le projet de loi de la CAQ. Les deux autres manifestations avaient été organisées par la gauche des communautés racisées (2 000 personnes) et les organisations religieuses surtout musulmane, juive et sikh (5 000 personnes). Lors d'au moins la première et de la troisième de ces manifestations, Québec solidaire a été critiqué pour les propos sinophobes d'une de ses députés suivis de pseudo excuses.